Affaire *Ongwen* : Le verdict qui « sauve » la situation ougandaise

Ghislain Mabanga

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/11703>

DOI: 10.4000/revdh.11703

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Ghislain Mabanga, "Affaire *Ongwen* : Le verdict qui « sauve » la situation ougandaise", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 05 April 2021, connection on 06 December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/11703> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.11703>

This text was automatically generated on 6 December 2021.

Tous droits réservés

Affaire Ongwen : Le verdict qui « sauve » la situation ougandaise

Ghislain Mabanga

- 1 Le 4 février 2021, la Chambre de première instance IX de la Cour pénale internationale (ci-après respectivement « la Chambre » et « la Cour » ou « la CPI ») a rendu son verdict dans l'affaire opposant le Procureur à Dominic Ongwen (ci-après le « verdict de culpabilité »), dans la situation en Ouganda. Un résumé en anglais (ci-après le « résumé du jugement ») en a été donné par la Chambre. Par ce verdict, la Chambre déclarait Dominic Ongwen coupable de 61 chefs de crimes constituant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, à savoir :
- 2 « (i) *Attaques lancées contre la population civile en tant que telle, de meurtre, de tentative de meurtre, de torture, d'esclavage, d'atteinte à la dignité de la personne, de pillage, de destruction de biens et de persécution, commis dans le contexte de quatre attaques spécifiques contre les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (« camps de déplacés ») de Pajule (le 10 octobre 2003), Odek (le 29 avril 2004), Lukodi (le 19 mai 2004 ou vers cette date) et Abok (le 8 juin 2004) ;*
- 3 *(ii) Crimes sexuels et à caractère sexiste, à savoir, le mariage forcé, la torture, le viol, l'esclavage sexuel, la réduction en esclavage, la grossesse forcée et l'atteinte à la dignité de la personne qu'il a commis contre sept femmes (dont les noms et les histoires individuelles sont précisés dans le jugement) qui ont été enlevées et placées dans son foyer ;*
- 4 *(iii) Un certain nombre d'autres crimes sexuels et à caractère sexiste qu'il a commis contre des filles et des femmes au sein de la brigade Sinia, à savoir le mariage forcé, la torture, le viol, l'esclavage sexuel et la réduction en esclavage ; et*
- 5 *(iv) Crime de conscription et d'utilisation d'enfants de moins de 15 ans dans la brigade Sinia pour les faire participer activement aux hostilités »* (résumé du jugement, page 1).
- 6 L'examen du contexte et des péripéties de cette affaire (I) est nécessaire pour comprendre l'importance de ce verdict dans une situation où la crédibilité de la Cour était en jeu. En effet, aucun des cinq mandats d'arrêt lancés le 8 juin 2005 contre les principaux suspects identifiés dans la situation n'a, à ce jour, fait l'objet d'une

exécution forcée, de sorte que la reddition de Dominic Ongwen le 21 janvier 2015 permettait de « sauver » la situation ougandaise dont personne n'imaginait qu'elle pût franchir l'étape de la phase préliminaire. Encore fallait-il attendre le verdict qui interviendrait dans l'unique affaire ayant prospéré dans la situation. L'attente n'a pas été décevante, tant les leçons à tirer de ce verdict de culpabilité (II) sont nombreuses. Celles relatives à l'interprétation des textes fondamentaux de la Cour sur un crime non libellé dans son Statut (mariage forcé) et sur un crime dont elle était saisie pour la première fois (grossesse forcée) méritent d'être examinées en particulier.

I/- Contexte et péripéties de l'affaire *Ongwen*

- 7 Deux questions seront abordées ici. Il s'agira, d'une part, de traiter des origines de la situation ougandaise telle qu'elle a été déférée à la CPI à l'hiver 2003 (A). Cet aperçu historique permettra, d'autre part, de mieux comprendre la procédure ayant abouti au verdict de culpabilité (B).

A. Les origines de la situation en Ouganda

- 8 Dominic Ongwen est un officier de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS)¹. Créé par Joseph Kony en 1987 sous la dénomination de *Lord's Army*, ce mouvement rebelle prendra le nom, entre 1988 et 1992, de *Uganda Peoples' Democratic Christian Army*, avant de devenir, en 1992, la *Lord's Resistance Army*². Mouvement rebelle dit chrétien, l'ARS avait vocation à renverser le gouvernement ougandais de Yoweri Kaguta Museveni, arrivé au pouvoir par les armes en 1986, afin d'instaurer un régime fondé sur les Dix Commandements de Dieu. À partir de 1994, elle bénéficiera du soutien du Soudan voisin, en représailles au soutien du gouvernement ougandais à la rébellion soudanaise appelée Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (*Sudan's People Liberation Movement/Army - SPLM/A*). L'ARS s'établira ainsi entre le nord de l'Ouganda et le sud du Soudan, avec des moyens militaires de plus en plus conséquents³.
- 9 Accusée d'être pro-Museveni, les populations du nord de l'Ouganda feront l'objet de nombreuses exactions de la part des troupes de l'ARS. Pour les protéger contre les rebelles, le gouvernement ougandais créera des camps de réfugiés appelés « camps des déplacés internes »⁴. Parmi ces camps figurent ceux, pertinents pour la présente affaire, de Pajule (conté d'Aruu, district de Pader), d'Odek (conté d'Omoro, district de Gulu), de Lukodi (conté d'Aswa, district de Gulu) et d'Abok (sous-conté de Ngai, district d'Apac). Ces différents camps feront l'objet d'attaques systématiques ou généralisées par l'ARS, en l'occurrence le 10 octobre 2003 pour le camp de Pajule, le 29 avril 2004 pour le camp d'Odek, le 19 mai 2004 (environ) pour le camp de Lukodi, et le 8 juin 2004 pour le camp d'Abok.
- 10 Ancien enfant soldat, Dominic Ongwen avait été conscrit et utilisé par l'ARS dès l'âge de neuf ans. Il s'est intégré dans le mouvement, au point d'en devenir l'un des principaux piliers. Ses atrocités contre les populations civiles du nord de l'Ouganda, qualifiées de « *good work* »⁵ par le chef Joseph Kony, lui ont valu la promotion au grade de colonel après l'attaque du camp de Lukodi⁶. À la date de sa reddition à la Cour, il exerçait les fonctions de commandant de la brigade Sinia.
- 11 N'ayant pu réussir à défaire militairement l'ARS, le gouvernement ougandais trouvera dans la CPI un instrument efficace pour se débarrasser de ces opposants armés. Ainsi,

usant de la technique dite de l'« auto-référé »⁷, il déférera à la Cour, par une lettre de renvoi de son *Attorney* général du 16 décembre 2003, la situation dans le nord de l'Ouganda, où l'ARS était particulièrement active. Cependant, lors d'un déplacement en Ouganda, la Procureure de la Cour faisait, dans une déclaration du 27 février 2015, clairement comprendre aux autorités ougandaises que toutes les parties au conflit dans le nord du pays, y compris donc les troupes gouvernementales, feraient l'objet d'une enquête de son bureau.

B. La procédure devant la Cour pénale internationale

- 12 Cette situation sera, par une décision de la Présidence du 5 juillet 2004, assignée à la Chambre préliminaire II qui, le 8 juillet 2005, décidera d'émettre des mandats d'arrêt pour des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre contre cinq principaux chefs rebelles de l'ARS, à savoir, Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo, Dominic Ongwen et Raska Lukwiya⁸. S'il a été mis fin aux poursuites exercées contre Raska Lukwiya et Okot Odhiambo pour cause de décès, Joseph Kony et Vincent Otti sont toujours fugitifs. Seul Dominic Ongwen fera l'objet de poursuites effectives après s'être rendu lui-même à la Cour le 21 janvier 2005. Ainsi, par une décision du 6 février 2015, la Chambre préliminaire II devait ordonner la disjonction de l'affaire *Ongwen* de l'affaire *Joseph Kony et consorts*, avant de confirmer les charges retenues contre le suspect par une décision du 23 mars 2016 (ci-après « Décision de confirmation des charges »).
- 13 On voit là les limites des pouvoirs du Procureur qui, à l'instar de tous les procureurs internationaux, ne dispose pas d'un service de police propre, ce qui le rend dépendant de la volonté des États parties au Statut de Rome. La Cour a elle-même relevé cette faiblesse en regrettant que « *la CPI dépend[e] essentiellement de la coopération des États, sans lesquels elle ne peut remplir son mandat* »⁹. Or ceux-ci n'agissent, sur l'échiquier international, que suivant leurs propres intérêts, leur coopération avec le Bureau du Procureur devenant, du coup, un processus à géométrie variable. De là, à accuser la Cour d'être un instrument de la politique des États, il n'y avait qu'un pas, que d'aucuns n'ont pas hésité à franchir¹⁰.
- 14 Les critiques relatives à l'instrumentalisation de la Cour par la technique de l'« auto-référé » partent de là. Les poursuites sélectives longtemps reprochées au Bureau du Procureur, notamment dans les situations ivoirienne et centrafricaine, trouvent ici toute leur signification¹¹. Elles sont encore plus avérées dans la situation ougandaise où, nonobstant la promesse de la Procureure Fatou Bensouda de mener une enquête contre « toutes les parties au conflit », seuls les rebelles de l'ARS ont fait l'objet de poursuites. Les forces gouvernementales (*Uganda People's Defence Force*) de Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 35 ans, responsables de violations graves des droits de l'homme souvent dénoncées par des organisations non gouvernementales, dont Human Rights Watch, n'ont, depuis l'ouverture de l'enquête il y a dix-huit ans, jamais fait l'objet d'un acte de poursuite.
- 15 Qu'à cela ne tienne, l'affaire *Ongwen* aura eu le mérite d'être conduite jusqu'à son terme par la Chambre de première instance IX. Le 4 février 2021, elle a rendu un verdict de culpabilité à l'encontre de Dominic Ongwen du chef de 61 crimes constitutifs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis, non seulement lors des attaques des camps de réfugiés de Pajule, d'Odek, de Lukodi et d'Abok, mais aussi postérieurement à

ces attaques, s'agissant particulièrement des crimes à caractère sexuel. Quelques leçons méritent d'être tirées de ce verdict de culpabilité.

II/- Les leçons du verdict du 4 février 2021

- 16 Deux éléments essentiels feront entrer positivement le verdict de culpabilité dans la jurisprudence de la Cour. Il s'agit, d'une part, de l'incrimination de mariage forcé comme constitutif de crime contre l'humanité (A) et, d'autre part, de la mise en application de l'article 7-1-g dans sa disposition relative à la grossesse forcée (B).

A. La reconnaissance du mariage forcé comme crime contre l'humanité

- 17 *Mariage forcé et autres crimes sexuels.* - Statuant sur le sort de sept femmes capturées par l'ARS lors des attaques des camps des réfugiés et « attribuées » à Dominic Ongwen en qualité d'« épouses », la Chambre aura une démarche assez originale. Elle considérera, en effet, que ces faits ne pouvaient tomber sous l'incrimination d'esclavage sexuel ou de viol, crimes prévus à l'article 7-1-g du Statut. Seule question, comment retenir l'incrimination de « mariage forcé » dont le libellé ne figure, ni dans le Statut, ni, encore moins, dans les Éléments des crimes ? Pour répondre à cette question, la Chambre a jugé que l'article 7-1-k du Statut, qui incrimine « les autres actes inhumains » au titre de crimes contre l'humanité, lui paraissait être une base juridique raisonnable de l'incrimination de mariage forcé. Elle a, au premier abord, rappelé la position de la Chambre préliminaire II dans la même affaire, devant laquelle la défense d'Ongwen avait soulevé une exception d'incompétence de la Cour au motif que le crime de « mariage forcé » ne figurait pas en tant que tel dans le Statut de Rome et que, de ce fait, il ne relevait pas de la compétence de la Cour. La Chambre préliminaire avait alors répondu à la défense de Dominic Ongwen comme suit : « *La Chambre convient que le fait de forcer une personne à servir de partenaire conjugal peut, en soi, constituer un acte de caractère analogue à ceux explicitement énumérés à l'article 7-1 du Statut et peut causer intentionnellement de grandes souffrances, et que le mariage forcé peut, dans l'absolu, être qualifié d' "autre acte inhumain" au sens de l'article 7 du Statut plutôt qu'être inclus dans le crime d'esclavage sexuel* » (décision de confirmation des charges, § 91). Abondant dans le même sens, la Chambre de première instance IX a ajouté que le crime de mariage forcé était substantiellement différent des autres crimes à caractère sexuel. D'abord, contrairement à l'esclavage sexuel, il n'exige pas l'exercice d'un droit de propriété de l'agent sur la victime. Ensuite, il diffère du viol en ce que ce dernier ne nécessite pas l'existence d'un statut matrimonial imposé à la victime (verdict de culpabilité, § 2750). Enfin, contrairement à ces deux crimes, le droit protégé dans l'incrimination de mariage forcé est « *the fundamental right to enter a marriage with the free and full consent of another person* » (verdict de culpabilité, § 2748).
- 18 *Les conditions d'application de l'article 7-1-k.* - La Chambre a ensuite précisé les conditions d'application de l'article 7-1-k, en relevant que l'existence d'un crime contre l'humanité comme « autres actes inhumains » est subordonnée à une double condition : « *1. The perpetrator inflicted great suffering, or serious injury to body or to mental or physical health, by means of an inhumane act. 2. Such act was of a character similar to any other act referred to in article 7 paragraph 1, of the Statute* » (verdict de culpabilité, § 2743). Elle confirmait ainsi

le caractère supplétif des « autres actes inhumains » par rapport aux crimes contre l'humanité décrits aux articles 7-1-a à 7-1-j du Statut, comme l'ont fait, avant elle, la Chambre préliminaire I dans sa Décision sur la confirmation des charges contre Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui, du 30 septembre 2008 (§ 452), mais aussi la Chambre préliminaire II dans sa décision confirmant les charges contre Francis Kirimi Muthaura et autres, du 23 janvier 2012 (§ 269). Elle en a conclu qu'un acte ayant un caractère identique – en termes de nature, de préjudice et d'intérêts protégés – avec ceux prévus aux articles 7-1-a à 7-1-j du Statut ne saurait être retenu au titre d'« autres actes inhumains » en vertu de l'article 7-1-k du Statut¹².

- 19 *Les modes de commission du mariage forcé.*- La Chambre pose, de manière générale, que les « autres actes inhumains » sont perpétrés, soit par commission, soit par omission (verdict de culpabilité, § 2746). Qu'en est-il du mariage forcé ? Il est certain qu'un tel crime ne saurait être commis par voie d'omission. Cette conclusion peut être tirée des conclusions de la Chambre elle-même, lorsque, définissant le mariage forcé, elle juge que son élément déterminant est l'imposition de ce statut à la victime avec toutes les conséquences qui en découlent, en l'occurrence l'exclusivité d'une telle union et la stigmatisation sociale qui en résulte¹³. Imposer à une victime le statut de « mariée » sans son consentement constitue, à n'en point douter, un acte matériel qui ne saurait se commettre par omission. Par suite, la description que donne la Chambre du point de départ du crime de mariage forcé, en l'espèce, ne saurait que confirmer cette assertion. Pour la Chambre, en effet, le point de départ du mariage forcé imposé aux sept victimes se situe aux moments suivants : i) le moment de leur enlèvement par Dominic Ongwen ; ii) le moment où elles se sont senties dans l'obligation d'accepter l'« offre de mariage » de l'intéressé ; et iii) le moment de leurs premières relations sexuelles non consenties avec lui (verdict de culpabilité, § 2035). Ces trois moments caractérisent bien la perpétration du crime de mariage forcé par commission.
- 20 *Les éléments constitutifs du mariage forcé.*- Le mariage forcé suppose donc, d'abord, un acte matériel consistant en l'imposition à une personne d'un statut matrimonial particulier, celui – pour reprendre l'expression employée par la chambre préliminaire II – de « partenaire conjugal » (décision de confirmation des charges, § 91). Le terme « imposition » souligne ici le deuxième élément constitutif de ce crime. Il signifie que ce statut matrimonial est accordé à la victime sans son consentement. Un élément de contrainte sur la victime doit donc être démontré. Cette contrainte a lieu, soit par l'usage de la force physique ou psychologique, soit par la menace de l'usage de la force, soit en tirant profit d'un environnement coercitif (verdict de culpabilité, § 2751). Enfin, à l'instar des autres crimes relevant de la compétence de la Cour, le mariage forcé est un crime intentionnel, qui exige l'intention et la connaissance¹⁴. Cette dernière, ici, porte particulièrement sur le caractère inhumain d'un tel acte. À cet effet, la Chambre de première instance a jugé qu'il n'était pas nécessaire, pour l'auteur, de porter un jugement de valeur quant au caractère inhumain de l'acte. Il suffit qu'il soit conscient des circonstances factuelles qui établissent ce caractère¹⁵.
- 21 *Nature de l'infraction : infraction continue ou instantanée ?*- Une ultime question posée par le crime de mariage forcé est relative à sa nature. S'agit-il d'une infraction instantanée ou continue ? Cette question, qui ne pose aucune difficulté particulière, a obtenu une réponse claire de la Chambre : le crime de mariage forcé est un crime continu (verdict de culpabilité, § 2752).

B. Les premiers jalons de jurisprudence sur le crime de grossesse forcée

- 22 *Les faits.*- Deux des « partenaires conjugales » de Dominic Ongwen ont fini par tomber enceintes et accoucher. Il s'agit de P-0101, tombée enceinte deux fois entre le 1^{er} juillet 2002 et juillet 2004, et de P-0214, tombée enceinte une fois en 2005 (verdict de culpabilité, § 35). Le Procureur poursuivait donc Dominic Ongwen du chef de ces trois grossesses forcées (verdict de culpabilité, § 2069), comme constitutives de crimes contre l'humanité (article 7-1-g du Statut) et de crimes de guerre (article 8-2-b-xxii du Statut). La Chambre, qui a relevé que c'était la première fois qu'une chambre de la Cour avait à connaître d'un tel crime (verdict de culpabilité, § 2717), devait donc faire œuvre de pionnière dans l'interprétation des éléments constitutifs de ce crime.
- 23 *Droits protégés.*- Pour ce faire, elle a commencé par désigner clairement les droits protégés dans l'incrimination de grossesse forcée. Il s'agit, d'une part, du droit de la femme à l'autonomie personnelle et procréative et, d'autre part, de son droit à la vie familiale¹⁶.
- 24 *Définition.*- Par la suite, la première question qui se posait était de définir cette incrimination. La tâche de la Chambre était d'autant plus facilitée que le Statut de Rome définit lui-même la grossesse forcée comme étant « *la détention illégale d'une femme mise enceinte de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international* »¹⁷. Après avoir relevé que cette définition était le résultat de difficiles compromis entre les États lors de la rédaction du Statut de Rome (verdict de culpabilité, § 2718 et suivants), la Chambre a défini le crime de grossesse forcé comme étant celui qui se commet lorsqu'une personne a détenu illégalement une ou plusieurs femmes dans l'intention de les rendre enceintes sans leur consentement¹⁸. La première leçon que l'on pourrait tirer ici c'est que la Chambre assimile le mariage forcé à une détention illégale, la grossesse forcée pouvant alors intervenir avant ou durant le déroulement de ladite détention (verdict de culpabilité, § 2723).
- 25 *Actus reus.*- S'agissant de l'élément matériel, la Chambre a conclu que la grossesse forcée nécessitait la commission de deux actes matériels. Le premier consiste en la détention illégale d'une femme, ce qui signifie toute restriction à sa liberté de mouvement en violation des normes du droit international (verdict de culpabilité, § 2724). La durée de la détention est indifférente (*idem*). Il suffit qu'il soit démontré que la détention est le fait de l'agent. Le deuxième acte matériel est la conception forcée (verdict de culpabilité, § 2725). Pour la Chambre, il n'est pas nécessaire que l'auteur de la détention soit nécessairement celui de la conception forcée. L'infraction existe dès lors que la conception est le résultat d'une détention illégale de l'agent, même si l'auteur de la grossesse est une personne autre que l'agent lui-même (*idem*). Il n'est pas non plus nécessaire que la conception résulte d'une relation sexuelle avec violence. Il suffit que l'agent ait eu recours à la force, à la menace de la force ou ait profité d'un environnement coercitif pour détenir illégalement la victime dans le but de la rendre enceinte sans son consentement (verdict de culpabilité, § 2725).
- 26 *Mens rea.*- Il va donc de soi que l'infraction de grossesse forcée est un crime intentionnel qui nécessite, de la part de l'agent, aussi bien l'intention que la connaissance¹⁹. Bien plus, l'élément intentionnel de ce crime suppose l'existence d'un dol spécial prévu à l'article 7-2-f du Statut : soit l'intention de modifier la composition

ethnique d'une population, soit l'intention de commettre d'autres violations graves du droit international. Ces deux éléments moraux sont, bien entendu, alternatifs, de sorte qu'il suffit que l'un d'entre eux soit avéré pour que le crime de grossesse forcée soit caractérisé (verdict de culpabilité, § 2727). Dans le cas d'espèce, la Chambre a retenu contre Dominic Ongwen l'intention de commettre d'autres violations graves du droit international, en particulier le mariage forcé, la torture, le viol et l'esclavage sexuel (verdict de culpabilité, § 3061).

*

- 27 Force est de reconnaître que le jugement du 4 février 2021 aura le mérite d'avoir quelque peu « sauvé » la situation ougandaise qui, dix-huit ans après son renvoi à la Cour, n'aurait rien pu donner de concret sans la reddition de Dominic Ongwen. Il y a d'ailleurs fort à parier que la Chambre tiendra compte de cette reddition dans la fixation de la peine, dont l'audience a été fixée, par une décision du 4 février 2021, dans la semaine du 12 au 16 avril 2021.
- 28 Le jeune âge de l'accusé au moment de sa conscription et de son utilisation par l'ARS jouera aussi un rôle déterminant dans la fixation de la peine. La Chambre a cependant tenu à préciser qu'il était pleinement responsable de ses actes (résumé du jugement, § 6), notamment les crimes de mariage et de grossesse forcés à propos desquels des avancées dans l'interprétation des textes fondamentaux de la Cour ont été saluées. Les peines qui seront fixées par la Chambre pour ces deux crimes permettront, assurément, de tirer d'autres enseignements de ces avancées.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. En anglais LRA, pour *Lord's Resistance Army*.
2. Paul R. BARTROP, *A Biographical Encyclopedia of Contemporary Genocide: Portraits of Evil and Good*, ABC-Clio, Oxford, 2012, p. 172.
3. Hyeran JO, Mitchell RADTKE, Beth A. SIMMONS, « Assessing the International Criminal Court », in Theresa SQUATRITO *et al.* (eds.), *The Performance of International Courts and Tribunals*, Cambridge University Press, Cambridge, 2018, p. 210.
4. En anglais « *internally displaced persons camps* ». Voir Eric Awich OCHEN, « Psychosocial Support for Youth Affected by Armed Conflict in Northern Uganda », in Erik M. P. SCHOTT, Eugenia L. WEISS (eds.), *Transformative Social Work Practice*, Sage Publications Inc., Los Angeles, 2016, p. 455.

5. Ongwen case: summary of the verdict, 4 February 2021, § 121 (ci-après « résumé du jugement »).

6. Résumé du jugement, § 59.

7. Conçu à l'origine pour permettre à un État partie au Statut de Rome de déférer à la CPI la situation prévalant dans un autre État, le renvoi étatique prévu à l'article 14 du Statut restera, pendant longtemps, lettre morte. Il sera mis en application le 27 septembre 2018 lorsqu'un groupe de six États (Argentine, Canada, Chili, Colombie et Paraguay et Pérou) vont déférer à la Cour la situation en République bolivarienne du Venezuela depuis le 12 février 2014. Avant cette date, les États inventeront la technique dite de l'« auto-référé », par laquelle les gouvernants en place déféreront à la Cour la situation dans leurs propres pays, pour de se débarrasser de leurs opposants politiques ou armés (Sur cette question, lire Ghislain MABANGA, « Le droit international pénal saisi par la politique : Regard critique sur la Cour pénale internationale à l'ère de la justice régionale africaine », in Catherine MAÏA *et al.* (dir.), *L'apport de l'Afrique à la justice internationale pénale*, L'Harmattan, Paris, 2018, pp. 72-73).

8. CPI, *Situation en Ouganda*, situation n° ICC-02/05, Chambre préliminaire II, Décision relative à la requête du Procureur aux fins de délivrance de mandats d'arrêt en vertu de l'article 58, 8 juillet 2005, ICC-02/04-01/05-1-US-Exp-tFR.

9. CPI, *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir*, Affaire n° ICC-02/05-01/09, Chambre préliminaire I, Décision relative à la non-exécution par la République du Tchad des demandes de coopération que lui a adressées la Cour concernant l'arrestation et la remise d'Omar Hassan Ahmad Al Bashir, 26 mars 2013, ICC-02/05-01/09-151-tFRA, § 22). Dans le même sens, voir également CPI, *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir*, Affaire n° ICC-02/05-01/09, Chambre préliminaire II, Décision relative à la requête du procureur aux fins qu'il soit pris acte de la non-coopération de la République du Soudan, ICC-02/05-01/09-227-tFRA, 9 mars 2015, § 17.

10. Parmi eux, Marie BOKA, *La CPI entre droit et relations internationales : les faiblesses du Statut de Rome à l'épreuve de la politique internationale*, Paris, Institut universitaire Varenne, 2014, p. 85. Dans le même sens, voir Sinan KAMAGATE, *La Cour pénale internationale et la lutte contre l'impunité en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 135-136.

11. Sur cette question, v. Ghislain MABANGA, *Le témoin assisté devant la Cour pénale internationale. Contribution à l'évolution du droit international pénal*, LGDJ, Paris, 2017, §§ 213 et s.

12. Le texte de la décision est, en effet, ainsi libellé : « *If the act is the same as one of the enumerated acts, with an identical "character" in terms of nature, harm suggested and protected interests involved, then the second material element under Article 7(1)(k) is not satisfied. In this case, a conviction can be entered for a crime under Article 7(1)(a)-(j), but not for the crime of "other inhumane act" under Article 7(1)(k)* » (Verdict de culpabilité, § 2746).

13. On peut, en effet, lire dans cette décision : « *the central element, underlying act of forced marriage is the imposition of this status on the victim, i.e. the imposition, regardless of the will of the victim, of duties that are associated with marriage – including in terms of exclusivity of the (forced) conjugal union imposed on the victim – as well as the consequent social stigma* » (verdict de culpabilité, § 2748).

14. Art. 30 du Statut de Rome.

15. Le jugement est, en effet, libellé comme suit : « *The perpetrator need not make a value judgment as to the inhumane character of the act. They need only be aware of the factual circumstances that established the character of the inhumane act* » (verdict de culpabilité, § 2753).

16. Pour la Chambre, en effet : « *The crime of forced pregnancy is grounded in the woman's right to personal and reproductive autonomy and the right to family* » (verdict de culpabilité, § 2717).

17. Art. 7-2-f du Statut.

18. La Chambre a, en effet, jugé : « *The crime of forced pregnancy, whether as a crime against humanity or a war crime, is committed when the perpetrator "confined one or more women forcibly made pregnant"* » (verdict de culpabilité, § 2723).

19. Art. 30 du Statut de Rome.

ABSTRACTS

Le 4 février 2021, la Chambre de première instance IX de la Cour pénale internationale rendait un verdict de culpabilité à l'encontre de Dominic Ongwen pour 61 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en Ouganda entre le 1^{er} juillet 2002 et le 31 décembre 2005. Au-delà du caractère familier de ces deux catégories de crimes dans la jurisprudence de la Cour, le jugement du 4 février 2021 contient quelques enseignements intéressants qu'il convient de relever.

AUTHOR

GHISLAIN MABANGA

Docteur en droit public, ancien vice-président de l'Association du Barreau près la Cour pénale internationale, Ghislain MABANGA a exercé devant cette cour respectivement en qualité de conseil principal de la défense (*Bemba et consorts*), de représentant légal de victimes (*Mbarushimana*) et de conseil de témoins susceptibles d'auto-incrimination (*Bemba, Katanga, Ngudjolo, Katanga/Ngudjolo*).